

Alain PIQUEMAL

CURRICULUM VITAE

I - ACTIVITES PROFESSIONNELLES

- Professeur Agrégé de droit public des Facultés de Droit (Enseignement donné à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et à Paris en maîtrise et en doctorat sur le droit bancaire et des marchés de capitaux, droit des activités maritimes, droit de l'urbanisme, droit de l'environnement, droit international public et européen, droit international économique et financier).
- Professeur de Droit bancaire et Droit des Marchés de capitaux nationaux et internationaux à l'Institut Technique de Banque (CFPB-CNAM Paris) et à l'Académie Bancaire Européenne (Luxembourg) (1970/1997).
- Ancien Vice-Doyen de l'Institut du Droit de la Paix et du Développement de l'Université de Nice (U.F.R. de 3ème cycle).
- Directeur du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Droit des Activités Maritimes et l'Environnement (C.E.R.D.A.M.E) et du Laboratoire Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Evolutions du Droit International Contemporain (G.E.R.E.D.I.C) de l'Université de Nice et du Ministère de l'Enseignement Supérieur (EA n° 3180).
- Professeur invité de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal (1994).
- Professeur invité du gouvernement américain, Département d'Etat (International Visitor Program of the United States Information Agency, Bureau of Educational and Cultural Affairs) sur le thème : « Environmental Protection Efforts in the United States. » (3 au 28 juin 1996).
- Directeur de l'Unité France (couverture des pays du Bassin Méditerranéen) du Train-Sea-Coast Programme de l'Organisation des Nations Unies (Bureau Juridique/Division des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer et PNUD).
- Codirecteur et fondateur avec le Pr. RJ Dupuy de l'Annuaire "Espaces et Ressources Maritimes" (Editeur CERDAM, diffusion Editions Pedone, Paris).
- Membre élu depuis 2002 du « Governing Board » de l'International Ocean Institute (I.O.I) ;
- Membre depuis 2003 de l' « Advisory Committee » de l'International Juridical Organization for Environment and Development,
- Membre nommé par le Ministère français de la Justice, depuis 2004, du Conseil Scientifique du Programme international de recherche « Attractivité économique du Droit » du G.I.P « Mission de Recherche Droit et Justice » ;
- Membre du Comité scientifique d'orientation du programme de l'ANR « Risques naturels » ;

Programmes en Ecologie et Développement Durable de l'O.N.U. et de ses Institutions Spécialisées

- Consultant auprès de l'OMS-PNUE pour le projet de protocole relatif à la protection de la Mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (rapport UNEP/W.G. 17/5 du 17/11/1978).
- Consultant pour le projet conjoint FAO-PNUE relatif à la protection de l'environnement marin dans le Golfe de Guinée et les zones côtières adjacentes (1978).
- Consultant du P.N.U.E. et de l'U.N.E.S.C.O auprès du gouvernement marocain pour la préparation d'une loi-cadre en matière d'environnement (1980 et 1985 travaux préparatoires, 1993).
- Consultant de la F.A.O. pour étudier le projet d'établissement par le gouvernement du Sri Lanka d'une "National Aquatic Resources Agency" et pour élaborer des propositions concernant le développement et la gestion des ressources maritimes de la Zone Economique Exclusive du Sri Lanka (1981).
- Consultant du P.N.U.E., de la F.A.O., de l'O.M.I. et du P.N.U.D. auprès du gouvernement marocain pour l'élaboration d'un nouveau Code maritime (droit des pêches maritimes et droit de l'environnement marin) - Assistance juridique concernant l'élaboration tant du projet de loi que des projets de décrets (1983, 1984, 1985 et 1986).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de la République du Congo pour la préparation et la rédaction d'un Code national de l'Environnement (1985).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de Djibouti pour la préparation et la rédaction d'un Code national de l'Environnement et la mise en place de structures administratives chargées de l'environnement (1985).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de la République de Guinée pour la préparation et la rédaction d'un Code national de l'Environnement et la mise en place des structures administratives appropriées (1986).

- Consultant du P.N.U.E. pour la préparation d'un protocole relatif à la protection de la Mer Méditerranée résultant de l'exploration et l'exploitation des fonds et sous-sols marins. (IJO-UNEP 1987 et 1991).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement de la République de Guinée pour la préparation et la rédaction des décrets d'application du Code national de l'Environnement (1987).
- Consultant juridique et économique pour la préparation et la rédaction du "Maroc Maritime", ouvrage du Ministère marocain des pêches maritimes et de la marine marchande sur les activités maritimes au Maroc (IMO 1988).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Gabon pour la mise en place d'une législation pour la protection de l'environnement marin et des régions côtières, et l'harmonisation de cette législation avec les Conventions internationales applicables. (1988 - UNEP / FAO / IMO Projet WACAF-5).
- Consultant auprès du gouvernement de la République de Tunisie pour la rédaction d'un rapport sur le droit de l'environnement en Tunisie et les réformes à y introduire (1989, Banque Mondiale/BEI, Programme d'Action pour les pays du Bassin Méditerranéen).
- Consultant auprès du gouvernement de la République de Mauritanie pour la formulation et la mise en place d'une politique nationale intégrée des activités maritimes.(1989-PNUD et Nations Unies, Bureau des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer).
- Consultant auprès de la République de Mauritanie pour l'élaboration de deux projets de loi concernant (i) la protection de l'environnement marin et (ii) la recherche scientifique marine (1990, PNUD et Nations Unies, Bureau des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer).
- Consultant auprès de la République de Tunisie pour la préparation et la rédaction de deux décrets sur (i) les procédures d'études d'impact sur l'environnement et (ii) les installations classées pour la protection de l'environnement (1990, Banque Mondiale).
- Consultant auprès de la République de Guinée pour la préparation et la rédaction d'un Code national de la Pêche maritime (1990/1991, Bureau des Affaires Juridiques, FAO).
- Consultant auprès du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire pour la formulation et la mise en place d'une politique nationale intégrée des activités maritimes (1991, PNUD et Nations Unies, Bureau des Affaires Maritimes et du Droit de la Mer).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Burundi pour la mise en place (i) d'une politique nationale de l'environnement et (ii) d'un audit juridique visant notamment l'élaboration d'un Code de l'Environnement (PNUE - 1992).
- Consultant de la Banque Mondiale, Programme pour l'environnement dans la Méditerranée, Mediterranean National Environmental Agencies (MEDNEA) et rédaction du rapport "La coordination nationale et internationale en matière d'environnement en Méditerranée" (Hammamet, Tunisie,1992).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Burundi pour la mise en place (i) d'une loi cadre sur la protection et la mise en valeur de l'environnement et (ii) d'un Code de l'Environnement (Banque Mondiale et P.N.U.E, 1993).
- Consultant de l'U.N.E.S.C.O auprès du gouvernement du Royaume du Maroc pour l'élaboration d'une stratégie juridique en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement (1994).
- Consultant de la Banque Mondiale, Division de l'infrastructure, Département Maghreb et Iran, pour l'établissement du "rapport juridique sur la gestion de l'environnement / Etat actuel et recommandations" relatif à la République Algérienne démocratique et populaire (1994).
- Consultant auprès du gouvernement du Tchad pour la mise en place (i) d'institutions appropriées en matière d'environnement et (ii) d'une législation et réglementation en droit de l'environnement (P.N.U.E, 1994 / 1995).
- Consultant du P.N.U.E. auprès du gouvernement marocain aux fins d'intégrer en droit interne marocain les principes juridiques issus des conventions internationales environnementales pour lesquelles le Royaume du Maroc est partie (1995).
- Consultant auprès du gouvernement de la République du Liban aux fins de rédiger un projet de loi relatif au contrôle intégré de la pollution (P.N.U.E, 1997).
- " La prise en compte de la biodiversité dans la gestion intégrée du milieu marin, les perspectives offertes par le droit international " (rapport à l'atelier de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR/Agence Française de la Francophonie, de renforcement des capacités sur la gestion intégrée des zones cotières, Antananarivo, Madagascar, ¼ juillet 2003, publication UNITAR 2003 et version électronique sur le site internet de l'UNITAR.
- " The Barcelona Convention for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution and the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources and

activities ” et “ European Community Policy and Legislation on Water Pollution ” (deux rapports à l’atelier de l’Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR, “ National Capacity Building for the Republic of Croatia for the Prevention of Marine Pollution from Land-Based Sources ”, Zadar, Croatie, 1/3 décembre 2003, publication UNITAR 2003 et version électronique sur le site internet de l’UNITAR.

- « Notion de gestion intégrée des zones côtières : Aspects historiques, politiques et instruments juridiques du « système de Barcelone », « l’Union Européenne et la gestion intégrée des zones côtières » (rapports à l’atelier de l’Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR, “Gestion intégrée des zones côtières et tourisme durable » Beyrouth, Liban, 26/29 octobre 2004 , en cours de publication UNITAR 2004 et version électronique sur le site internet de l’UNITAR.
- Elaboration et présentation du rapport juridique « Disputes on Maritime Boundaries and the Role of International Court of Justice for their Settlement » (« le rôle de la Cour Internationale de Justice dans le règlement des différends relatifs aux délimitations maritimes »), expertise juridique pour le compte du ministère français des affaires Etrangères, autorités publiques de la Corée du Sud, réunion tenue à Séoul (Corée) sur « The Political, Legal and Historical Implications of the Dokdo Issue : Searching for Cooperation in Northeast Asia » (décembre 2005).

Programmes juridiques auprès d'autres organismes ou gouvernements.

- Conseil juridique auprès du gouvernement marocain dans l’élaboration des mémoires et contre mémoires relatifs à l’avis consultatif demandé par l’Assemblée Générale de l’ONU à la Cour International de Justice dans l’affaire du Sahara Occidental (1974-1975).
- Conseil juridique, membre de la délégation du Maroc devant la Cour International de Justice de La Haye dans l’affaire du Sahara Occidental (1975).
- Conseil auprès du ministre délégué auprès du Premier Ministre du gouvernement marocain. Rédaction de deux rapports présentant des propositions de réforme sur les thèmes suivants :
 - * "Eléments juridiques pour une réforme des entreprises publiques marocaines et leur privatisation" (1980).
 - * "Le secteur des pêches maritimes au Maroc : diagnostic et propositions de réformes économiques et administratives" (1980).
- Consultant de l’Organisation de Coopération et de Développement Economique (O.C.D.E.) dans le programme "Investissements bancaires dans les pays en développement" (1984).
- Consultant juridique auprès du Secrétariat Général de la Défense Nationale (Premier Ministre) pour les questions maritimes. Rapports préparés dans ce cadre :
 - * "l’impact du nouveau droit de la mer sur l’utilisation des océans à des fins de sécurité" (1981).
 - * "les procédures de règlement des différends selon le nouveau droit de la mer et leurs incidences politiques et stratégiques" (1982).
 - * "les problèmes posés par l’établissement d’une Zone économique exclusive en Méditerranée" (1983).
- Rédaction à la demande des Ministères français compétents du Mémorandum français visant à l’indemnisation du dommage écologique dans le cadre du Fonds d’indemnisation du FIPOL (Londres, réunion FIPOL/OMI, doc 92FUND/WGR.3/8/8 du 12 juin 2001).

II – DIPLOMES

- Agrégation des Facultés de Droit en Droit Public,
- Docteur d’État en Droit,
- Diplôme d’Études Approfondies (D.E.A.) de Droit du Développement,
- Diplôme d’Études Supérieures (D.E.S.) de Sciences Politiques,
- Diplôme d’Études Supérieures (D.E.S.) de Droit Public,
- Licence es-Lettres (Histoire économique et sociale),
- Certifié en Études Internationales et Relations Internationales,
- Certifié en Industrie et Finances.

III – DISTINCTIONS

- Chevalier dans l'Ordre National du Mérite
- Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques.
- Lauréat de l'Association des Auditeurs et Anciens Auditeurs de l'Académie de droit international de la Haye (Pays-Bas).
- Lauréat de l'Académie de Législation de Toulouse (France).
- Lauréat du Concours Général des Facultés de Droit françaises.
- Prix de thèse de l'Université de Nice et de la Ville de Nice.
- Membre de la Société française de Droit International.
- Membre de la Société française de Droit de l'Environnement.
- Membre de l'American Society of International Law.
- Membre de l'International Bar Association.

IV - PUBLICATIONS (liste sélective).

- "Le fond des mers, patrimoine commun de l'humanité" (Paris - 1973 - Editions du Centre National d'Exploitation des Océans - C.N.E.X.O. 270 pages).
- "Les nouveaux problèmes de l'évolution du droit de la Mer" (in "Le Monde Diplomatique" - septembre 1974).
- "Du Droit International à une Science de la Paix" (in Annuaire de l'Association des Auditeurs et Anciens Auditeurs de l'Académie de Droit International de La Haye - 1974).
- "Les positions françaises sur le problème des fonds marins internationaux" (in "La France et le droit de la mer" - Paris, Editions du C.N.E.X.O. 1974, pp. 9-43).
- "Les principes juridiques gouvernant la délimitation des plateaux continentaux" (in "Le pétrole et la mer" - Paris, Presses Universitaires de France - 1975 - pp. 215-240).
- "Raymond ARON et l'ordre international" (Paris - Editions Albatros - 1978 - 151 pages).
- "Le Maroc et le nouveau droit des pêches maritimes", Rapport au Colloque de Rabat organisé par le
- "Libre échange international et protectionnisme national" (Rapport au Colloque de Nice sur le Droit public de la concurrence - novembre 1984).
- "Aspects internationaux de la concurrence : libre échange international et protectionnisme national" (in ouvrage collectif "Droit public de la concurrence", Paris, Economica, 1987).
- "Souveraineté et Droit de la Mer", (in l'ouvrage collectif "La souveraineté à l'aube du troisième millénaire", Paris, P.U.F 1990, p 72 à 110) .
- "Les relations internationales et les systèmes politiques" (Recueil des Cours de l'Académie Bancaire Européenne de Luxembourg, 3^{ème} ed, septembre 1996, 178 pages).
- "Droit et réglementations bancaires, aspects nationaux, européen et international" (Recueil des Cours de l'Académie Bancaire Européenne de Luxembourg, 3^{ème} ed, novembre 1997, 346 pages).
- "Stratégie et économie des échanges internationaux" (en collaboration avec P. PRISSERT), Editions de la Revue "Banque", Paris - 5e édition, 1995, 474 p.).
- "La libéralisation des services financiers dans le cadre du GATT et de l'OMC" (Rapport au Colloque de la Société Française pour le Droit International. Nice, juin 1995 ; Paris Editions Pédone 1996).
- "Les aspects juridiques du principe de conditionnalité appliqué dans les organisations internationales économiques et financières" (Mélanges Paul Isoart, Paris, Editions Pédone, 1996).
- "L'indemnisation des dommages écologiques par le système international du FIPOL" (Annuaire "Espaces et Ressources Maritimes, Paris, Pedone, n° 14, 2001).
- "Le référé suspension de l'article L.521-1 du Code de Justice Administrative et ses premières applications en droit de l'Environnement" (in Mélanges offerts au Pr. Hubert Charles, "La République et la Cité", 2002).
- "The Law of the Sea twenty years after the adoption of the United Nations Convention on the Law of the Sea, UNCLOS", Rapport au Colloque inaugural du Centre opérationnel Allemagne de l'International Ocean Institute, Brême, Allemagne, juin 2002, publication de la Revue internationale de l'IOI, septembre 2002.
- "The Caspian Sea : a pragmatic legal approach to manage the natural resources regarding the sustainable development of the Coastal States" (Rapport au colloque international "The future Management of the Caspian Sea by the Coastal States" organisé les 27/30 mai 2003 par l'Académie des Sciences de la Fédération de Russie, l'Université d'Astrakhan et le Centre opérationnel Russie de l'International Ocean Institute.
- « La prise en compte de la biodiversité dans la gestion intégrée du milieu marin, les perspectives offertes par le droit international » (rapport à l'atelier de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la

Recherche UNITAR/Agence Française de la Francophonie, de renforcement des capacités sur la gestion intégrée des zones côtières, Antananarivo, Madagascar, 1 au 4 juillet 2003, publication UNITAR 2003 .

- “ Tendances régulatrices pour répondre aux orientations de l’OCDE, du GAFI et du droit communautaire en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme ” (rapport au Colloque annuel de l’Association Européenne de droit bancaire et financier, Monaco 3/4 octobre 2003, publié à la Revue 2004 de l’AEDBF).
- « A year after Johannesburg, the legal aspects of the Ocean Governance and Sustainable Development : a Glimpse into the Future », rapport au Colloque annuel international « Pacem in Maribus » (Peace in the Oceans) réalisé les 27-30 octobre 2003 à Kiev (République d’Ukraine), en coopération avec l’Académie des Sciences d’Ukraine et l’Université de Kiev, publication des actes dans « Pacem in Maribus 2003,
- « The Barcelona Convention for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution and the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution from Land-based Sources and activities » et « European Community Policy and Legislation on Water Pollution » (deux rapports à l’atelier de l’Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche UNITAR, « National Capacity Building for the Republic of Croatia for the Prevention of Marine Pollution from Land-Based Sources », Zadar, Croatie, 1/3 décembre 2003, (Actes publiés par l’UNITAR, 2004,
- Rapports présentés au Colloque international organisé par l’ l’Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) et le Gouvernement de la République du Liban, “Gestion intégrée des zones côtières et tourisme durable », 26 / 29 octobre 2004, Beyrouth, Liban. Trois Rapports présentés : « Un cadre de gestion intégrée du littoral, l’exemple de l’Union Européenne », « Le Plan d’action communautaire pour la conservation et l’exploitation durable des ressources halieutiques en Méditerranée », « The Evolving Legal Structure of the Mediterranean Action Plan (MAP) », publication UNITAR).
- « The role of the International Court of Justice in the settlement of maritime disputes” (rapport juridique présenté à la réunion internationale “The maritime disputes in Northeast Asia”, Séoul, Corée, 6/9 décembre 2005. Publié dans l’ouvrage collectif « The Political, Legal and Historical Implications of the Dokdo Issue : Searching for Cooperation in Northeast Asia » (The Korea Association for Political and Diplomatic History, the Korea Foundation, the Chosun Ilbo, le Ministère français des Affaires Etrangères, Séoul 2005).